osce.org

Résoudre les différences, renforcer la confiance

Qu'est-ce que l'OSCE?

L'OSCE, qui compte 57 États participants en Amérique du Nord, en Asie et en Europe, est la plus grande organisation de sécurité régionale du monde. Elle œuvre en faveur de la paix, de la démocratie et de la stabilité pour plus d'un milliard de personnes.

Forum pour le dialogue – plateforme d'action

L'OSCE offre un forum pour le dialogue politique de haut niveau sur un large éventail de questions de sécurité ainsi qu'une plateforme d'exécution de tâches concrètes visant à améliorer l'existence des individus et des communautés. Elle est un instrument régional ouvert à tous dont les activités, qui portent sur l'alerte précoce, la prévention des conflits, la gestion des crises et la réhabilitation post-conflit, contribuent à résoudre les différences entre les États et à renforcer la confiance par la coopération.

Forte de ses institutions spécialisées, de ses unités d'experts et de son réseau d'opérations de terrain, l'OSCE traite de nombreuses questions qui ont une incidence sur notre sécurité commune, notamment le contrôle des armements, le terrorisme, la bonne gouvernance, la sécurité énergétique, la traite d'êtres humains, la démocratisation, la liberté des médias et les droits des minorités.

La sécurité concerne de nombreux aspects de notre existence. L'OSCE considère que la sécurité est globale et agit en intégrant en un seul ensemble ses trois dimensions : politico-militaire, économique et environnementale, et humaine.

Aspects interconnectés de la sécurité

L'OSCE s'efforce de renforcer la sécurité militaire en encourageant une ouverture, une transparence et une coopération plus grandes. Sous ses auspices, ses États participants ont élaboré le régime de maîtrise des armements et de mesures de renforcement de la confiance le plus élaboré au niveau mondial.

Parallèlement, l'Organisation adopte une approche large de la dimension politico-militaire de la sécurité en mettant notamment l'accent sur des questions liées à la réforme de la défense et de la police, au stockage sûr et à la destruction des armes légères et de petit calibre et des munitions conventionnelles.

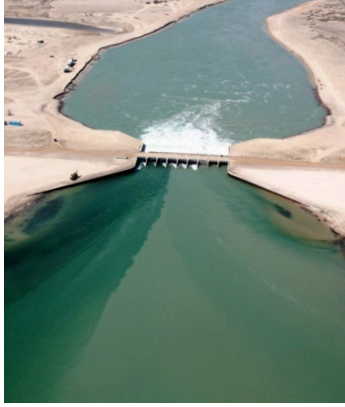
La prospérité économique étant une pierre angulaire de la sécurité, l'OSCE s'emploie à promouvoir la coopération économique et la bonne gouvernance dans une région qui englobe la plus grande partie de l'hémisphère nord.

En outre, l'OSCE considère les questions environnementales comme un élément clé de la sécurité. Elle travaille avec les États participants en vue d'assurer une gestion rationnelle des déchets dangereux, de sensibiliser davantage aux problèmes de l'environnement et de favoriser la coopération en ce qui concerne les ressources naturelles partagées.

Une sécurité durable n'est possible que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectés. L'OSCE aide ses États participants à renforcer les institutions démocratiques, à organiser des élections libres, équitables et transparentes, à promouvoir l'égalité des sexes, à assurer le respect des droits de l'homme, de la liberté des médias, des droits des minorités et de l'état de droit ainsi que la tolérance et la non-discrimination.

Dans son approche de la sécurité, l'OSCE fait le lien entre les trois dimensions, ce qui la rend particulièrement efficace pour aborder les problèmes de sécurité « transdimensionnels », c'est-à-dire les menaces transnationales, notamment le terrorisme, la criminalité organisée, la cybercriminalité, le trafic de drogues et d'armes, et la traite d'êtres humains, qui exigent des réponses conjointes et durables.

OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe



L'OSCE s'efforce aussi de mettre en rapport différents acteurs intra et interétatiques et interrégionaux, notamment en renforçant les institutions locales, en établissant des partenariats entre les secteurs public et privé, et en travaillant avec la société civile.

L'OSCE coopère étroitement avec d'autres organisations régionales et internationales. Reconnaissant que la sécurité dans la région de l'OSCE est inextricablement liée à celle des régions voisines, l'Organisation coopère avec des pays partenaires dans la région méditerranéenne, en Asie et en Australie.

De la guerre froide aux nouvelles menaces

Les origines de l'Organisation remontent au début des années 70, à l'Acte final de Helsinki (1975) et à la création de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui constitue, au plus fort de la guerre froide, un forum multilatéral important pour le dialogue et la négociation entre l'Est et l'Ouest.

La chute du mur de Berlin en 1989 puis l'indépendance des républiques de l'ex-Union soviétique marquent le début d'une « ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité ». Dans la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1990), les États participants invitent la CSCE à les aider à œuvrer en ce sens.

Au début des années 1990, la CSCE se dote de ses premières structures permanentes, dont un Secrétariat et des institutions, et crée les premières missions de terrain. Après l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et les conflits dans les Balkans qui en résultent, la CSCE est en première ligne, contribuant à la gestion des crises et au rétablissement de la paix.

En 1994, la CSCE, qui a évolué bien au-delà de son rôle initial, est rebaptisée « Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ».

Grâce à son ouverture, à son réseau de partenaires, à son approche globale et à sa souplesse, l'OSCE continue de fournir à ses États participants des instruments et des moyens efficients et efficaces pour résoudre les problèmes de sécurité qui se posent alors.

La nécessité de relever les défis hérités du passé – règlement des conflits prolongés, promotion de la transparence dans le domaine militaire, appui aux processus de transition et réformes démocratiques – et de faire face aux menaces transnationales du XXIe siècle, montre clairement que la coopération encouragée par l'OSCE est désormais plus que jamais indispensable.

Le fonctionnement de l'OSCE

Au sommet d'Astana en 2010, les chefs d'État et de gouvernement de l'OSCE renouvellent leur engagement en faveur d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne, libre, démocratique, unie et indivisible, de Vancouver à Vladivostok, fondée sur des principes fixés d'un commun accord, des engagements partagés et des objectifs communs ».

Cette vision est au cœur de l'action de l'OSCE. La responsabilité politique incombe au Président en exercice, le ministre des affaires étrangères du pays assumant la Présidence de l'OSCE, qui change tous les ans. La Présidence bénéficie du soutien de la présidence précédente et de la présidence suivante. Ensemble, elles forment la Troïka de l'OSCE. La Présidence et la Troïka ont, quant à elles, le soutien du Secrétaire général, qui assure la continuité des opérations.

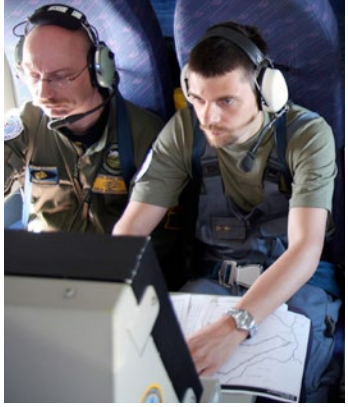
Les ministres des affaires étrangères des États participants de l'OSCE se réunissent tous les ans en Conseil ministériel pour examiner les activités de l'OSCE et fixer ses grandes orientations.

Le dialogue et les négociations se poursuivent en permanence à Vienne, où les ambassadeurs des États participants et des États partenaires pour la coopération se réunissent chaque semaine au sein du Conseil permanent, principal organe de décision politique de l'OSCE, et du Forum pour la coopération en matière de sécurité. Dans le cadre de ce dernier, les États participants prennent des décisions concernant les aspects militaires de la sécurité dans l'espace de l'OSCE, notamment les mesures de confiance et de sécurité.

Les États participants de l'OSCE jouissent du même statut au sein de l'Organisation et les décisions sont prises par consensus.

Le Secrétariat, placé sous la direction du Secrétaire général à Vienne, apporte un soutien continu à la Présidence et abrite des services s'occupant de la prévention des conflits et de la médiation, des activités économiques et environnementales, de la coopération avec les pays et les organisations partenaires, de l'égalité des sexes, de la lutte contre les menaces transnationales (anti-terrorisme, gestion des frontières et activités de police) et toutes les formes de trafics.

Les activités du Secrétariat sont diverses : mise en oeuvre des projets sur le terrain, suivi des faits nouveaux qui ont une incidence sur le travail de l'Organisation, soutien apporté à l'ensemble de l'Organisation, fourniture d'analyses et d'avis d'experts, etc.



Le Secrétaire général aide directement la Présidence à atteindre ses objectifs. Il est par ailleurs le gardien des valeurs fondamentales de l'OSCE et contribue à assurer la continuité et la bonne mise en œuvre des décisions des États participants.

Les institutions de l'OSCE et ses autres instruments ont évolué avec le temps afin d'aider les États participants de l'Organisation à s'acquitter de leurs engagements. C'est notamment le cas du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, établi à Varsovie, qui intervient dans les domaines de l'observation des élections, de l'évolution de la démocratie, des droits de l'homme, de la tolérance, de la non-discrimination et de l'état de droit. Le Bureau encourage l'intégration complète des Roms et des Sintis. Il accueille également la Réunion annuelle sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, la plus grande conférence régulière sur les droits de l'homme dans la région de l'OSCE.

La Représentante pour la liberté des médias en poste à Vienne observe l'évolution des médias dans la région de l'OSCE, émet des alertes précoces sur les violations de la liberté d'expression et encourage les pays à respecter pleinement les engagements de l'OSCE à l'égard de la liberté des médias.

Le Haut-Commissaire pour les minorités nationales, établi à La Haye, recourt à la diplomatie discrète comme moyen efficace de prévenir les conflits et de désamorcer rapidement des tensions ethniques qui risqueraient de menacer la paix.

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui dispose d'un secrétariat international à Copenhague, réunit les parlementaires des États participants de l'OSCE pour faciliter le dialogue interparlementaire. Elle organise des réunions à intervalles réguliers et joue un rôle important dans les activités d'observation des élections.

Sur le terrain

Le personnel et les ressources de l'OSCE sont déployés pour l'essentiel dans les opérations de terrain en Europe du Sud-Est, en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Ces opérations sont établies à l'invitation des pays hôtes respectifs et leurs mandats sont approuvés par consensus par les États participants.

Les opérations de terrain de l'OSCE permettent à l'Organisation de s'attaquer aux crises lorsqu'elles se déclenchent et jouent un rôle crucial après les conflits en contribuant à restaurer la confiance dans les communautés qui en sont victimes. Plus largement, elles renforcent les capacités de leurs pays hôtes par des projets concrets qui répondent aux besoins des États participants et de leurs sociétés, notamment des initiatives pour appuyer l'application de la loi, les droits des minorités, les réformes législatives, l'état de droit et la liberté des médias.

L'OSCE contribue également à établir des réseaux de spécialistes pour promouvoir l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques et conduire plus efficacement la lutte contre les menaces transnationales.

Un certain nombre d'instruments ont été élaborés pour répondre à des préoccupations spécifiques. Par exemple, l'École des cadres de l'OSCE pour la gestion des frontières, établie à Douchanbé en 2009, vise à être un centre unique de transmission des connaissances sur les normes et les meilleures pratiques internationales concernant tous les aspects de la gestion des frontières.

L'École assure la formation des cadres supérieurs en poste dans les services de gestion et de sécurité des frontières des États participants de l'OSCE et des Partenaires pour la coopération, et renforce la coopération et l'échange d'informations entre eux.

Autre bon exemple, celui de l'Académie de l'OSCE à Bichkek, qui offre des bourses aux meilleurs étudiants d'Asie centrale, y compris d'Afghanistan, et qui, grâce à son programme de Masters et ses cours spécialisés, contribue à former la prochaine génération aux carrières du service public.

L'OSCE s'efforce également de régler les conflits prolongés dans sa région dans le cadre des formats agréés, notamment les négociations au format « 5+2 », qui ont pour but de trouver un règlement politique global au conflit transnistrien, et le Groupe de Minsk de l'OSCE, qui recherche une solution négociée pacifique au conflit du Haut-Karabakh. Conjointement avec l'ONU et l'Union européenne, l'OSCE préside les Discussions internationales de Genève, lancées après le conflit qui a éclaté en août 2008 en Géorgie.

Ensemble, les différentes composantes de l'OSCE aident les États participants à renforcer la confiance et à œuvrer en faveur d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne, libre, démocratique, unie et indivisible.

osce.org

Faits et chiffres

États participants de l'OSCE

Albanie
Allemagne
États-Unis d'Amérique
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Biélorussie
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Canada
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
ex-République yougoslave de Macédoine
Fédération de Russie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldavie
Monaco
Mongolie
Monténégro
Norvège
Ouzbékistan
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Saint-Marin
Saint-Siège
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine

Partenaires pour la coopération

Afghanistan
Japon
République de Corée
Thaïlande
Australie
Algérie
Égypte
Israël
Jordanie
Maroc
Tunisie

L'OSCE en chiffres

Budget (2013) : 145 millions d'euros. Personnel : 2 690 personnes travaillent pour l'OSCE, dont la majorité – 2 119 – dans ses 16 opérations de terrain en Europe du Sud-Est, en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Le Secrétariat et les institutions spécialisées emploient ensemble 571 personnes.

Les avis de vacances de postes sont régulièrement publiés sur le site de l'OSCE : osce.org/employment

Pour de plus amples informations sur l'OSCE, ses activités et ses structures, consulter le site : osce.org

Section de la presse et de l'information
Secrétariat de l'OSCE
Wallnerstrasse 6
A-1010 Vienne, Autriche
Tel.: +43 1 514 36 6000
info@osce.org

OSCE Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe